

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques, inspection-contrôle et Qualité**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD PUV LA TOUR DE L'AGE D'OR situé à TERMES D'ARMAGNAC  
(32)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues (3)**

| <b>Ecart (3)</b>   | <b>Référence réglementaire</b>   | <b>Nature de la mesure attendue (-Prescription)</b>  | <b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b> | <b>Réponse de l'établissement</b> | <b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b> |
|--|--|--|--|-----------------------------------|---|
| <b>Ecart 1 :</b><br>La mission constate, au jour du contrôle, que la structure ne dispose pas d'un projet d'établissement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.                      | Art. L.311-8 du CASF<br>Art. D311-38-3 et 4 du CASF  | <b>Prescription 1 :</b><br>Finaliser le projet d'établissement en cours de révision et le transmettre à l'ARS.           | Effectivité 2025   |                                   | Prescription 1 maintenue                      |
| <b>Ecart 2 :</b><br>La mission constate, au jour du contrôle, que la structure ne dispose pas d'un règlement de fonctionnement valide de moins de 5 ans ,ce qui contrevient aux dispositions de l'article R 311-33 du CASF.              | Art. R.311-33 du CASF  | <b>Prescription 2 :</b><br>Actualiser le règlement de fonctionnement et le transmettre à l'ARS.                          | 6 mois   |                                   | Prescription 2 maintenue                      |
| <b>Ecart 3 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un (ou plusieurs) établissement d'hospitalisation en court séjour, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-155-0 du CASF. | Article D.312-155-0 du CASF modifié par Décret n°2022-731 du 27 avril 2022 - art.1 - 5 <sup>ème</sup> alinéa | <b>Prescription 3 :</b><br>Etablir une convention avec un ou plusieurs établissements d'hospitalisation en court séjour. | 6 mois   |                                   | Prescription 3 maintenue                      |

Tableau des remarques et des recommandations retenues (7)

| Remarques (9)  | Référence  | Nature de la mesure attendue  | Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire | Réponse de l'établissement | Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS |
|--|--|---|---|----------------------------|--|
| <b>Remarque 1 :</b><br>Au jour du contrôle, le tableau des personnels (document n°21) n'a pas été transmis.                              |  | <b>Recommandation 1 :</b><br>Bien vouloir transmettre le tableau des personnels tel que déjà demandé.   | Immédiat  | [REDACTED]                 | Recommandation 1 levée                                   |
| <b>Remarque 2 :</b><br>Le modèle d'annexe transmis ne mentionne pas sa signature par le résident et/ou son représentant légal.           |  | <b>Recommandation 2 :</b><br>Bien vouloir indiquer à la mission si l'annexe au contrat de séjour prévoit sa signature par le résident et/ou son représentant légal. | Immédiat  | [REDACTED]                 | Recommandation 2 levée                                   |
| <b>Remarque 3 :</b><br>La structure déclare l'absence de dispositif de communication avec les familles.                                  |  | <b>Recommandation 3 :</b><br>Elaborer et mettre en place un dispositif de communication avec les familles.  | 3 mois  |                            | Recommandation 3 maintenue<br><br>Délai 3 mois           |
| <b>Remarque 4 :</b><br>La structure déclare l'absence d'une procédure de prise en charge des troubles sévères du comportement, notamment | <u>Les bonnes pratiques de soins en EHPAD - 2007</u> | <b>Recommandation 4 :</b><br>Elaborer et mettre en œuvre une procédure de prise en charge des troubles sévères du comportement, notamment                           | Effectivité 2025  |                            | Recommandation 4 maintenue<br><br>Effectivité 2025       |

|   |  |  |                  |  |  |
|---|--|--|------------------|--|--|
| relative à la liberté d'aller et venir et à la contention.  |  | relative à la liberté d'aller et venir et à la contention.<br>Transmettre la convention à l'ARS.   |                  |  |  |
| <b>Remarque 5 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux consultations de spécialistes pour le suivi des pathologies somatiques chroniques de ses résidents. |  | <b>Recommandation 5:</b><br>La structure est invitée à organiser les accès aux consultations de spécialistes pour le suivi des pathologies somatiques chroniques de ses résidents. | Effectivité 2025 |  | Recommandation 5 maintenue<br><br>Effectivité 2025 |
| <b>Remarque 6 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux plateaux techniques de l'imagerie.  |  | <b>Recommandation 6 :</b><br>La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès aux plateaux techniques de l'imagerie sur site ou par convention.                             | Effectivité 2025 |  | Recommandation 6 maintenue<br><br>Effectivité 2025 |
| <b>Remarque 7 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir accès aux équipes mobiles de gériatrie (EMG).  |  | <b>Recommandation 7:</b><br>La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès à une équipe mobile de gériatrie.  | Effectivité 2025 |  | Recommandation 7 maintenue<br><br>Effectivité 2025 |
| <b>Remarque 8 :</b><br>La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.   |  | <b>Recommandation 8:</b><br>La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie. Transmettre la convention à l'ARS.          | Effectivité 2025 |  | Recommandation 8 maintenue<br><br>Effectivité 2025 |